

mau pesa illes bia'u i nia i me mau puromo o tei jaama
e te gao,
e te gao, e te gao, e te gao, e te gao, e te gao, e te gao, e te gao.

Ma i mea la fuju mai te maro na rolo i leie nei maupape raa
je jahie a 6 mau hara i trave mermat au seurie nei fumane raa, eafal-
hiis la tava chipa i mua i le triganis a te heava papaa, i lo Papere
aus hara, e i mua i le oto te heava, e i te matacanis, mai te mua e, tei
tei vali vali a siu, mai te fasa maina a boi et ture i trava 8 no eau
fause raa i hadie ma i ma bei.

SERVICE DE LA POSTE.

Le transport de la Dordogne partira le 5 juin prochain, pour Valparaíso et Payta.

Le sac de la correspondance sera fermé le 4 juin, à 5 heures du soir.

PARTIE NON OFFICIELLE.

LISTE des étrangers admis à la résidence et de ceux partis du 1^{er} au 30 avril 1862.

Annex.

Cochinse, français. — Léonard Michel, anglais. — W. Edward, anglais. —
Anglais, deux personnes. — Tom Faduo, rajah. — Tew, malais. — Mather,
alain, dit alain. — Chine, deux personnes. — Chine, deux personnes. — Tigran,
manga. — Terrea, manga. — Rajata, manga. — Ousekse, manga. — Tung-
gati, manga. — Tana, mangi. — Fan, mangi. — Tare, mangi. — Tachore,
manga. — Tchou, mangi. — Melak, mangi. — Oki, mangi. — Mutuase, manga. — Raciona, manga. — Toso,
manga. — Ostoles, mangi. — Tote, mangi. — Tatal, manga. — Hoju, mangi.
— Tapaturu dit Fuso, sarangue.

Tau, atm.

Partie.

VARIÉTÉS.

RÉSUMÉ DES RENSEIGNEMENTS REÇUEILLIS.

SUR LE

SERVICE DE L'IMMIGRATION, A LA TRINIDAD.

(Extrait de la *Revue maritime et coloniale*.)

Voir le Messager des 20 et 22 avril.

III.

Industrie des immigrants restant dans la colonie. — Les Indiens, qui ne sont plus sous contrat, se rangent en partie, le plus grand nombre reste libre et continue à travailler, comme laboureurs, au même titre que les esclaves, mais d'une manière plus régulière. Cependant ils viennent à se déshabiller et ne restent pas longtemps sur la métairie. Les autres? Quelques-uns se font industriels et vendent des marchandises de détail.

La première catégorie comprend environ 1,300 pour cette année, soit 1/6 de ceux qui ont terminé leur résidence industrielle; le chiffre de ceux admis au petit commerce s'élève à 500.

Chinois. — Les Chinois introduits se sont presque tous rachetés de leur employeur et sont devenus libres. Ils se局限 tous à l'industrie. L'un d'eux est un entrepreneur très important.

Comme ils ne sont plus sous contrat depuis 1856, il n'a pas été possible d'obtenir, en ce qui les concerne, des renseignements statistiques.

La mortalité pendant la traversée, a été de 25 sur 7,012, soit 2,40 pour 100 pour une traversée moyenne de cent jours.

Africains. — Comme l'a déjà vu, le nombre d'immigrants africains introduits à la Trinidad est très-restrictif. Les habitants ne les rechignent pas, mais les dit renvoient, indisciplinés, et ils ne tardent pas à se mixer de la culture, entraînés sans doute par l'exemple des travailleurs indiens.

Influence de l'immigration sur la production. — Pour juger des résultats obtenus par l'immigration, il suffit de comparer la production de l'Ile de la Trinidad à d'époques, une au début de l'immigration et l'autre postérieure, aussi proche que possible de l'année antérieure.

En 1852, l'administration a fait à l'Assemblée une déclaration qui donne ces résultats sensiblement supérieurs à la moyenne des 14 années précédentes, lors elle moyenne pour le sacre a été de 23,000 bushells sur 20,000 U.S. ou k. environ, on a les chiffres suivants:

	1852	1859
Soja.	23,000 kilos.	34,000 kilos.
Mélaise.	12,000 bushells.	12,300 bushells.
Rhum.	59 bushells.	2,328 bushells.
Canne.	1,500 to 2,000 kilos.	2,150,000 kilos.
Galo.	70,000 kilos.	24,000 kilos.

On peut dire que la production s'est accrue de moitié pour les principaux produits, sucre et riz.

Les biens de l'immigration seraient encore rudes bien plus sensibles, si on pouvait comparer les recoules actuelles avec celles qui ont suivi immédiatement l'emancipation des esclaves. Le résultat nécessaire pour cette comparaison manque pour le moment, mais doit être adressé prochainement à l'administration de la Guadeloupe.

CONTRAPÔSÉ SOMMAIRE DES LEGISLATIONS A LA TRINIDAD.

J.T. LA GUADELOUPE.

En terminant ce résumé, il paraît intéressant de rapprocher les législations en vigueur à la Trinidad et à la Guadeloupe, afin de faire ressortir, autant que possible, les principales différences existant dans le régime de l'immigration pour ces deux colonies.

Décret. — Comme on l'a vu, la direction du service de l'immigration à la Trinidad est confiée à un chef de département indépendant de tout autre service, en rapport direct avec le gouverneur. La Guadeloupe, au contraire, la direction de l'immigration est non seulement sous les ordres du directeur de l'administration, mais également dépend d'un bureau de la direction des chefs d'arrondissement. L'arrêté du 19 février 1861, en instituant le comité mixte d'immigration chef de bureau, a heureusement fait disparaître une complication sans but.

Personnel. — Le personnel de la Trinidad est tellement restreint que, de l'avou même de l'agent général des immigrants, il n'y a pas de surveillance. On l'a d'ailleurs vu: ce sont les habitants eux-mêmes qui

sont chargés de fournir les états de travail et de statistique, ce personnel coûte 6,000 francs, près de 6,000 francs de plus qu'à la Guadeloupe. L'agent général de la police est dénommé la création de syndics.

Recrutement. — *Prise de recrues.* — Pour l'asile, le recrutement des immigrants se fait par un agent d'immigration dont l'Inde, largement rétribué par la colonie, 37,300 francs par an. Le transport des immigrants a lieu par adjudication au fur et à mesure des besoins, soit en Angleterre, soit dans l'Inde. Pour la Guadeloupe, recentrément et très-recentement, quelles que soient, au moyen d'un traité avec une compagnie française, les normes déterminées, il a été décidé d'introduire partiellement cinq ans, selon les fixations de la colonie.

Le prix moyen total du recrutement de l'immigrant introduit à la Trinidad est de 419 francs 37 c. à la Guadeloupe, l'immigrant indien est revenu jusqu'ici à la somme de 415 fr. 55 c. Dans le prix couru de l'immigrant indien anglais, il n'est pas tenu compte, de la solde du agent de recrutement, ce qui serait nécessaire de faire pour établir une compensation exacte.

Ces prix sont relativs aux immigrés adultes. Il y a lieu de faire observer que, pour la Trinidad, l'âge des adultes commence à dix ans, tandis qu'à la Guadeloupe, ce n'est qu'à partir de seize ans pour les hommes et de quarante ans pour les femmes. Mais dans cette dernière colonie, les modalités de dix à quarante ans coûtent 210 francs. A la Trinidad, les recruteurs de dix à dix ans paient demi-passage, c'est-à-dire d'engagement des troupes qu'il tire sur la caisse coloniale, et ceux de vingt-deux à quarante ans, d'engagement du navire impérial, extraits à quatre-vingt-dix jours de vaste.

La prime d'introduction des immigrants à la Guadeloupe est payée à la colonie en traires du trésor, ou en monnaie métallique au port. Cette prime se décompose, pour la Trinidad, en frais de recrutement et en frais de transport; les frais de recrutement sont remboursés à l'agent d'engagement des troupes qu'il tire sur la caisse coloniale, et ceux de transport au capitaine du navire impérial, extraits à quatre-vingt-dix jours de vaste.

Les stérés à bord prennent la traversée sont, à la Guadeloupe comme à la Trinidad, laissés au compte de l'artificier. Toutefois, pour la Trinidad, les frais de recrutement restent à la charge de la colonie en raison du mode de recrutement, par un agent à l'étranger à l'armement.

Les immigrants sont obligés d'embarquer à l'heure où soit le temps de navire. Et d'ailleurs, l'espace réservé par les immigrants, dans l'entre-poncte de deux mètres trente combinaisons par adulte. Il n'est pas question dans les règlements de l'asile d'assurer pour les non-adultes. Il est à supposer que c'est dans place, puisqu'on paye pour un demi-passage. Pour les transports des immigrants dans les colonies, les franchises ne peuvent recevoir plus d'un immigré par chambre, et les marins ne peuvent recevoir plus d'un immigré par chambre; de sorte que, pour assurer la sécurité des passages, un enfant au-dessous de dix ans, deux enfants au-dessous de quatorze ans, et deux enfants au-dessous de cinq ans compètent pour un adulte. La nouvelle convention récente concorde avec le gouvernement anglais à élargir ces bases. Il y est stipulé que chaque immigré devra jeter bord d'un espace cubique de deux mètres.

Forfait pour l'arrimage. — A la Guadeloupe comme à la Trinidad, les immigrants sont admis à bord de leur arrivée. A la Trinidad, ils se quittent le bateau après leur attribution, et la bascule qui doit se faire dans les quinze premiers jours après l'arrivée, les frais de nourriture restent à l'expense de l'armement. A la Guadeloupe, au contraire, on mis à terre après trois jours au plus d'arriver en feu de l'asile, pour éviter cette opération. La compagnie fournit aux immigrants les vivres, et la compagnie fournit le dîner et le repas au dépôt, après avoir calculé la durée de leur lasserment et de leur réparation au dépôt. Cette fourniture ne peut, dans tous les cas, s'étendre au-delà de huit jours.

Liste des demandes. — *Collation.* — Les habitants à la Trinidad, adressent leurs demandes en avril et mai de chaque année pour l'année suivante. A la Guadeloupe, les demandes sont faites d'une manière générale pour le nombre total d'immigrants que désire l'habitant et à quinze mois d'avance.

Les habitations, à la Guadeloupe, sont divisées en quatre catégories suivant leur degré d'imposture, et la cotisation annuelle attribuée à chaque catégorie est de vingt-cinq, vingt, quinze et dix immigrés par habitation. Les habitations sont inscrites sur des listes d'après l'ancienneté des demandes et reçoivent des immigrants dans cet ordre jusqu'à ce que l'ensemble d'elles ait reçu un contingent annuel.

Les îlots d'immigrants, à la Guadeloupe comme à la Trinidad, sont formés en réunissant tous les parents d'une même famille et les amis, autant que possible.

Dans la première cité, tous les îlots sont composés de dix travailleurs et, dans le second, tous les habitants devront prendre part à la répartition.

Sur la Trinidad, les îlots sont variables. On forme une liste générale des habitations, suivant la taille de la famille, et parmi les groupes d'habitantes devront être admis au moins 1,000 personnes. La répartition entre les îlots a lieu par chaque couple, proportionnellement à ce nombre d'arpents. Le sort décide, pour chaque couple, le rang dans lequel doit être servis les habitations qui le composent.

On peut de prévoir a été rencontré difficultés par l'administration pour l'application de la loi et donc pour remplacer, pour la répartition, le nombre d'îlots, car causées par l'ensemble des taxes supportées par l'habitation.

Durée de l'engagement. — *Rémunérations supportées par l'industrie.* — L'immigrant s'engage à résider trois ans à la Trinidad dont deux sont contractuels. Les habitants payent, pour chaque année d'engagement, 50 francs au trésor local. Au bout de la troisième ou de la quatrième année, l'immigrant peut se racheter d'une partie du temps de son contrat, mais il ne peut pas en faire usage pour l'assainissement de ses dettes.

La somme maximale de cotisation est de cent francs, sans possibilité de rachat d'une partie de ce temps. A la fin de la troisième ou de la quatrième année, l'immigrant doit assumer l'ensemble d'une taxe de 25 francs pour l'assainissement de l'industrie, et de 50 francs pour l'assainissement de l'administration.

La comparaison s'établit par le tableau suivant:

	Adultes.	Non-adultes.
Trinidad.	250 00	de 10 à 15 ans.
Guadeloupe.	316 54	50 francs

La dernière convention va probablement modifier cet état de choses.

Il est proposé d'apporter à l'agent d'immigration à la Guadeloupe, sont regardés comme adultes à partir de l'âge de trente et un ans, et d'autrefois aussi à la Guadeloupe, l'engagé à payer au trésor un droit fixe d'engagement de 30 francs par adulte et de plus un droit proportionnel annuel de l'immigrant, droit fixe au vingt-huit.

Contrairement à ce qui se passe à la Guadeloupe, les engagés à

La Trinidad est évidemment le pays de l'assurance en cas de décès ou de maladie.

Départemental. — Dans l'une et l'autre colonie, l'immigrant a droit à son engagement, à l'expiration de son engagement. Dans les deux îles, il est d'usage, c'est-à-dire dans les deux colonies, que les hommes de travail, à raison de deux francs par mois, et la journée de travail, à raison de deux francs, à la fin de leur engagement, le travail à la journée a été entièrement remplacé par le travail à la tâche, chaque tâche équivalant à une journée.

Prestations. — **Salaire.** — Dans cette dernière colonie, l'immigrant reçoit de son employeur, le logement et les soins médicaux. A la Guadeloupe, il est du plus haut intérêt la nourriture et les vêtements, ainsi que les soins médicaux, qui sont à la charge de l'administration réglementaire à ce sujet. En raison de cette différence, dans les prestations dues à l'immigrant, la qualité du salaire est variable dans les deux îles.

A la Trinidad, le contrat stipule que le salaire doit être le même que celui des travailleurs créoles sur l'habitation ou en employé l'immigrant. A la Guadeloupe, le salaire est fixe, et dépend à l'avance par le contrat. Ces salaires sont donnés dans le tableau suivant :

	A la journée	A la tâche	
H.	F.	H.	F.
Guadeloupe.	01. 48 c. 01. 28 c.	01. 48 c. 01. 28 c.	
Trinidad.	01. 48 c. 01. 28 c.	01. 48 c. 01. 28 c.	

Engagement. — A la Guadeloupe, toutes les prévisions sont données au moins-mois à l'immigrant qui se range à l'expiration de son contrat, il est accordé, soit la caisse d'immigration une prime proportionnelle pour le nombre d'années d'engagement consenties à nouveau. A la Trinidad, l'administration n'alloue pas de prime, l'habitant seul qui a intérêt à conserver ses anciens travailleurs, leur offre une égale prime pour l'engager.

Crédit d'épargne. — Il existe à la Trinidad des caisses d'épargne tenues par le recouvre général et le sous-recouvre. Les sommes versées par les immigrants portent intérêt au taux de 4% tout court.

A la Guadeloupe, les immigrants sont autorisés à déposer leurs épargnes au trésor, mais ils n'en retirent aucun bénéfice; seulement les remboursements, s'ils le désirent, ont lieu dans l'île, lors de leur rapatriement.

Transport. — Le transport d'un immigrant d'une habitation sur un autre point, peut avoir lieu d'office à la Trinidad, par l'agent général, dans le cas d'assemblage des conditions du contrat, et en cas de mariage payant des annuités.

A la Guadeloupe, ces transports, dans le premier cas, ne peuvent être opérés qu'après résiliation des contrats prononcés par le tribunaux sur la poursuite du symbole.

Assurance contre le travail à la Trinidad. — L'assurance contre le travail à la Trinidad, sans excuse légitime, l'immigrant devra donner son salaire pour deux mois et devra être condamné à un emprisonnement de quatre-vingt jours au maximum avec travail obligatoire. A la Guadeloupe, l'immigrant, entre les périodes du salaire pour chaque jour de cessation de travail, subit la retenue d'une seconde journée de salaire à titre de dommages-intérêts. Si, dans le cours de trois mois, il a encouru trois fois cette peine-là, il peut être condamné à un emprisonnement de 1 à 100 francs, et, en cas de récidive dans le cours de la même année, il peut être condamné à un emprisonnement de 1 à quatre-vingt jours.

Quelquefois, à la Trinidad, engage sciemment à son arrivée des travailleurs sous contrat, est, pour chaque délai, possible, en faveur du trésor, d'une amende de 50 francs comme maximum, et envers l'employeur, également, d'une amende de 12 francs 30 c. par jour d'emport. A la Guadeloupe, le délai est de 21 à 20 francs d'amende et d'un emprisonnement de un à cinq jours. De plus, en cas de récidive, l'emprisonnement est de huit jours.

A la Guadeloupe, quoique par deus, promesses, menaces ou mauvais conseils, determine ou exerce des travailleurs engagés à abandonner leur travail, est puni d'un emprisonnement de un à cinq ans et, en cas de récidive, d'une amende de 100 francs à 500 francs. A la Trinidad, le délai de punition est de 10 francs et de 10 francs pour chaque immigrant sans emploi, dans deux mois, dans cette dernière île, ou appliquée la même peine à son capitaine ou patron de bâtiment qui a recu à son bord des immigrans non porteurs d'une passe de l'employeur si il devait les transporter d'un port de la colonie à l'autre, ou d'un passe-port si doit les numeroter hors de la colonie.

A la Guadeloupe, comme à la Trinidad, les immigrantes sous contrat sont assurées au minimum pour les conditions ou délais entraînant l'exécution de leurs contrats. Toujours, à la Trinidad, le droit ne prévoit pas d'assurances pour dettes.

Traité du 1er juillet 1842; différences essentielles. — Pour compléter ce comparaison, il paraît intéressant d'indiquer les dispositions nouvelles résultant du traité du 1er juillet 1861 avec l'Angleterre et qui offrent des conditions intéressantes à l'introduction des immigrants dans les deux îles.

Après ce traité, la durée de l'engagement, pour les colonies françaises, des Indiens sujets anglois, est limitée à cinq années, après lesquelles ils ont droit à leur réengagement gratuit. A la Trinidad, ce n'est qu'après des six ans de présence dans la colonie, dont cinq ans sous contrat, que le rapatriement est fait à l'immigrant, et, d'après l'ordonnance, un versement d'arrêt est fait par l'Indien en atténuation de la dépense de son passage, mais ce versement d'arrêt n'est pas observé.

Aux termes du traité, l'Indien a une prime en cas de réengagement. A la Trinidad, cette prime n'est pas due.

La journée de travail est fixe au maximum à seize heures par l'ordonnance de la Trinidad.

Il est fait au traité, il doit être dit, à l'Indien immigré, que l'assurance pour lui et l'habitat sera donnée à la fin de son engagement, pour autant que l'habitat sera rendu à la fin de son engagement, pour l'assurer en dehors d'espèces, une couverture de l'Indien dans la vie des ses dépendants, qui lui sont ordinairement attribués. Cette condition n'est pas simple dans la charte des habitudes importatrices à la Trinidad. Il n'est pas non plus attribué de vêtements.

Il n'est pas sûr, comme dans le traité du 1er juillet, que le régime d'assurance et d'habitat sera rendu à l'Indien immigré, dont il est question dans le traité.

La banque d'entre-ports des salaires sur le point qui est indiqué, par le traité, comme devant être de un mètre sixtois-cinq centimètres au minimum, ne doit pas être inférieure à un mètre quatre-vingt-douze centimètres pour les navires qui transportent des immigrants à la Trinidad.

Dans cette colonie, l'assistance médicale et un secours, au besoin, sont dus à l'immigrant par son employeur quelle que soit les causes de sa maladie. D'après le traité, l'immigrant a un droit à un secours

et les soins médicaux, ne lui sont pas accordés gratuitement pour le cas où, dans l'opinion de l'agent de l'administration, sa maladie serait le résultat de son inconvénient.

Les officiers envoyés en mission à la Trinidad.

L.-A. DELAISSE. A.-L. MICHAËL
Chef d'escadron d'artillerie. Sous-contrôleur de marine.

NOTE COMPLEMENTAIRE.

De l'influence de l'immigration sur la production à la Trinidad.

La production moyenne des principales denrées pendant les quatre années qui ont précédé l'immigration de 1814 à 1844 inclus, a été de :

Sucre.	19,440,000 kilos.
Cacao.	3,992,000 kilos.
Rhum (55 bouteilles).	24,737 litres.
Mélasse (3,305 bouteilles).	3,091,090 —

Si on compare la production totale de ces quatre années avec celle obtenue pendant les périodes successives de deux ans, depuis 1845 jusqu'à 1860 inclus, on arrive aux résultats consignés dans le tableau ci-après :

Période	Production totale	Production moyenne		Différence
		Année 1	Année 2	
1845-46	19,440,000	19,440,000	19,440,000	—
1846-47	19,440,000	19,440,000	19,440,000	—
1847-48	19,440,000	19,440,000	19,440,000	—
1848-49	19,440,000	19,440,000	19,440,000	—
1849-50	19,440,000	19,440,000	19,440,000	—
1850-51	19,440,000	19,440,000	19,440,000	—
1851-52	19,440,000	19,440,000	19,440,000	—
1852-53	19,440,000	19,440,000	19,440,000	—
1853-54	19,440,000	19,440,000	19,440,000	—
1854-55	19,440,000	19,440,000	19,440,000	—
1855-56	19,440,000	19,440,000	19,440,000	—
1856-57	19,440,000	19,440,000	19,440,000	—
1857-58	19,440,000	19,440,000	19,440,000	—
1858-59	19,440,000	19,440,000	19,440,000	—
1859-60	19,440,000	19,440,000	19,440,000	—
1860-61	19,440,000	19,440,000	19,440,000	—
1861-62	19,440,000	19,440,000	19,440,000	—
1862-63	19,440,000	19,440,000	19,440,000	—
1863-64	19,440,000	19,440,000	19,440,000	—
1864-65	19,440,000	19,440,000	19,440,000	—
1865-66	19,440,000	19,440,000	19,440,000	—
1866-67	19,440,000	19,440,000	19,440,000	—
1867-68	19,440,000	19,440,000	19,440,000	—
1868-69	19,440,000	19,440,000	19,440,000	—
1869-70	19,440,000	19,440,000	19,440,000	—
1870-71	19,440,000	19,440,000	19,440,000	—
1871-72	19,440,000	19,440,000	19,440,000	—
1872-73	19,440,000	19,440,000	19,440,000	—
1873-74	19,440,000	19,440,000	19,440,000	—
1874-75	19,440,000	19,440,000	19,440,000	—
1875-76	19,440,000	19,440,000	19,440,000	—
1876-77	19,440,000	19,440,000	19,440,000	—
1877-78	19,440,000	19,440,000	19,440,000	—
1878-79	19,440,000	19,440,000	19,440,000	—
1879-80	19,440,000	19,440,000	19,440,000	—
1880-81	19,440,000	19,440,000	19,440,000	—
1881-82	19,440,000	19,440,000	19,440,000	—
1882-83	19,440,000	19,440,000	19,440,000	—
1883-84	19,440,000	19,440,000	19,440,000	—
1884-85	19,440,000	19,440,000	19,440,000	—
1885-86	19,440,000	19,440,000	19,440,000	—
1886-87	19,440,000	19,440,000	19,440,000	—
1887-88	19,440,000	19,440,000	19,440,000	—
1888-89	19,440,000	19,440,000	19,440,000	—
1889-90	19,440,000	19,440,000	19,440,000	—
1890-91	19,440,000	19,440,000	19,440,000	—
1891-92	19,440,000	19,440,000	19,440,000	—
1892-93	19,440,000	19,440,000	19,440,000	—
1893-94	19,440,000	19,440,000	19,440,000	—
1894-95	19,440,000	19,440,000	19,440,000	—
1895-96	19,440,000	19,440,000	19,440,000	—
1896-97	19,440,000	19,440,000	19,440,000	—
1897-98	19,440,000	19,440,000	19,440,000	—
1898-99	19,440,000	19,440,000	19,440,000	—
1899-00	19,440,000	19,440,000	19,440,000	—
1900-01	19,440,000	19,440,000	19,440,000	—
1901-02	19,440,000	19,440,000	19,440,000	—
1902-03	19,440,000	19,440,000	19,440,000	—
1903-04	19,440,000	19,440,000	19,440,000	—
1904-05	19,440,000	19,440,000	19,440,000	—
1905-06	19,440,000	19,440,000	19,440,000	—
1906-07	19,440,000	19,440,000	19,440,000	—
1907-08	19,440,000	19,440,000	19,440,000	—
1908-09	19,440,000	19,440,000	19,440,000	—
1909-10	19,440,000	19,440,000	19,440,000	—
1910-11	19,440,000	19,440,000	19,440,000	—
1911-12	19,440,000	19,440,000	19,440,000	—
1912-13	19,440,000	19,440,000	19,440,000	—
1913-14	19,440,000	19,440,000	19,440,000	—
1914-15	19,440,000	19,440,000	19,440,000	—
1915-16	19,440,000	19,440,000	19,440,000	—
1916-17	19,440,000	19,440,000	19,440,000	—
1917-18	19,440,000	19,440,000	19,440,000	—
1918-19	19,440,000	19,440,000	19,440,000	—
1919-20	19,440,000	19,440,000	19,440,000	—
1920-21	19,440,000	19,440,000	19,440,000	—
1921-22	19,440,000	19,440,000	19,440,000	—
1922-23	19,440,000	19,440,000	19,440,000	—
1923-24	19,440,000	19,440,000	19,440,000	—
1924-25	19,440,000	19,440,000	19,440,000	—
1925-26	19,440,000	19,440,000	19,440,000	—
1926-27	19,440,000	19,440,000	19,440,000	—
1927-28	19,440,000	19,440,000	19,440,000	—
1928-29	19,440,000	19,440,000	19,440,000	—
1929-30	19,440,000	19,440,000	19,440,000	—
1930-31	19,440,000	19,440,000	19,440,000	—
1931-32	19,440,000	19,440,000	19,440,000	—
1932-33	19,440,000	19,440,000	19,440,000	—
1933-34	19,440,000	19,440,000	19,440,000	—
1934-35	19,440,000	19,440,000	19,440,000	—
1935-36	19,440,000	19,440,000	19,440,000	—
1936-37	19,440,000	19,440,000	19,440,000	—
1937-38	19,440,000	19,440,000	19,440,000	—
1938-39	19,440,000	19,440,000	19,440,000	—
1939-40	19,440,000	19,440,000	19,440,000	—
1940-41	19,440,000	19,440,000	19,440,000	—
1941-42	19,440,000	19,440,000	19,440,000	—
1942-43	19,440,000	19,440,000	19,440,000	—
1943-44	19,440,000	19,440,000	19,440,000	—
1944-45	19,440,000	19,440,000	19,440,000	—
1945-46	19,440,000	19,440,000	19,440,000	—
1946-47	19,440,000	19,440,000	19,440,000	—
1947-48	19,440,000	19,440,000	19,440,000	—
1948-49	19,440,000	19,440,000	19,440,000	—
1949-50	19,440,000	19,440,000	19,440,000	—
1950-51	19,440,000	19,440,000	19,440,000	—
1951-52	19,440,000	19,440,000	19,440,000	—
1952-53	19,440,000	19,440,000	19,440,000	—
1953-54	19,440,000	19,440,000	19,440,000	—
1954-55	19,440,000	19,440,000	19,440,000	—
1955-56	19,440,000	19,440,000	19,440,000	—
1956-57	19,440,000	19,440,000	19,440,000	—
1957-58	19,440,000	19,440,000	19,440,000	—
1958-59	19,440,000	19,440,000	19,440,000	—
1959-60	19,440,000	19,440,000	19,440,000	—
1960-61	19,440,000	19,440,000	19,440,000	—
1961-62	19,440,000	19,440,000	19,440,000	—
1962-63	19,440,000	19,440,000	19,440,000	—
1963-64	19,440,000	19,440,000	19,440,000	—
1964-65	19,440,000	19,440,000	19,440,000	—
1965-66	19,440,000	19,440,000	19,440,000	—
1966-67	19,440,000	19,440,000	19,	

